

COALITION INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE (CICG)

UNE GUERRE INFINIE ?

Christine Delphy, Willy Pelletier, Danièle Kergoat, Jacques Bidet, Jacques Texier

paru dans *L'Humanité*, 23 octobre 2001

n° 1

Adresse : CICG, 144 rue du Chemin Vert, 75011 Paris

E.mail : cicg@free.fr Site internet : <http://cicg.free.fr>

Pour s'abonner à *La lettre de la CICG* et la recevoir par courrier électronique, allez à :
<http://cicg.free.fr/directu/lettres.htm>

UNE GUERRE INFINIE ?

par **Christine Delphy, Willy Pelletier, Danièle Kergoat, Jacques Bidet, Jacques Texier,**

paru dans *L'Humanité*, 23 octobre 2001

Les USA se sont lancés dans une guerre. Tous les pays d'Europe en sont partie prenante, au moins sur le principe. L'objectif affiché, "éradiquer le terrorisme", est absurde parce qu'il n'y a pas un mais des terrorismes. La stratégie choisie est suicidaire. Nous devons demander à notre gouvernement d'essayer d'empêcher les crimes qui se préparent, et que, faute d'y réussir, il s'abstienne au moins d'y participer.

Comment en est-on arrivé là? A accepter cette participation à une guerre dangereuse pour tous ? La mise en condition de l'opinion est passée d'abord par sa mise en compassion: tout a été fait pour manipuler les émotions; jusqu'à ce que l'Amérique devienne tellement au centre de notre vie quotidienne que nous en arrivions à nous croire américains. Ensuite, tous les articles sur les attentats suivent un parcours obligé. La première partie, "C'est horrible", établit la magnitude incomparable (d'ailleurs comparée à rien, sauf à Pearl Harbor) de la catastrophe et le martyre, lui aussi incomparable, des victimes. La deuxième partie, "C'est incompréhensible", répète à l'envi que ces attaques sont inexplicables sauf par la monstruosité de leurs auteurs : la diabolisation des terroristes-kamikaze étant une façon de nier qu'il existe des causes à ces attentats. Les médias américains s'arrêtent généralement là. Les médias européens ajoutent une petite coda : un "Tiens, ça me fait penser", totalement contradictoire avec ce qui précède, dans laquelle il est dit, mais comme en passant, que la riposte américaine laisse sans réponse "les problèmes de fond" -- quand ils sont précisés, ce sont toujours la partialité des USA envers Israël et l'embargo contre l'Irak.

Des causes existent donc bien. Et non pas des causes qu'on pourrait décréter "non-pertinentes" parce que données par les terroristes. Mais, puisque ceux-ci n'ont laissé aucune explication, que personne n'a revendiqué les attentats, ni posé de revendications, on a là des causes recherchées et identifiées comme pertinentes et valides par les Occidentaux eux-mêmes; et pourtant la presse refuse de leur donner la place qu'elles méritent, celle d'explications. Pour la leur donner, il faudrait supprimer la partie "C'est incompréhensible". Or cette partie est, pour la suite, c'est-à-dire la décision de guerre, essentielle. Les médias ont répété à satiété que les

victimes étaient "innocentes". Certes, comme toutes les victimes du terrorisme de groupes armés ou du terrorisme d'Etat dont les USA ne sont pas les seuls, mais les principaux coupables : on estime que les interventions militaires directes et les coups d'Etat organisés par les USA depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont fait environ 8 millions de morts dans plus de 21 pays. Pourquoi alors ce redoublement pléonastique, "victimes innocentes" ? Il exprime ce qui est dans tous les esprits mais ne peut être dit : qu'une vie américaine vaut des dizaines, des centaines, voire des milliers d'autres vies (P.Henscher écrit dans *The Independent* du 21 septembre que le taux de change de la souffrance globale, mesuré à l'aune des médias américains, est en ce moment de 12 écoliers américains pour 100. 000 Rwandais). Dans la partie "C'est incompréhensible", on trouve aussi les mots de "folie", ou de "folie meurtrière" toutes les deux lignes. Normal, car on ne peut pas comprendre les fous. Réciproquement, pour éviter d'avoir à entendre quelqu'un, on le traite de fou.

Le choix de la guerre a donc été proclamé d'emblée, non seulement par l'administration Bush, mais par les médias américains et européens. Pour justifier la guerre, il faut prétendre qu'on ne connaît pas les raisons de la haine que portent aux USA des dizaines de millions de gens dans le monde. C'est ce qu'ont fait tous les médias, en incriminant l' "anti-américanisme", attitude individuelle venue d'on ne sait où, dénuée de fondements objectifs, quasiment pathologique. En effet, reconnaître qu'on connaît les raisons de ce ressentiment, serait reconnaître que, même si on les trouve mauvaises, ce sont des raisons humaines, exprimées par des êtres humains, avec qui la discussion est possible, avec qui la discussion est indispensable si l'on veut un ordre vraiment mondial, vraiment collectif. Dans le même temps cependant, les USA, en modifiant un peu leur politique : "[Bush] a décroché lui-même son téléphone pour obtenir d'Ariel Sharon un cessez-le-feu" (*Le Monde*, 24.09), démontrent qu'ils savent que les terroristes n'ont pas agi "gratuitement", que la politique américaine suscite des griefs rationnels. Mais on peut prédire que cette pression sur Israël restera un acte isolé. Les USA savent mais nient qu'ils savent ("Il est capital que les dirigeants de l'Europe et des Etats-Unis fassent savoir que ces attentats n'ont rien à voir avec le processus de paix au Proche-Orient". James Rubin, conseiller de M.Albright, *le Monde*.27.09).

En effet, admettre qu'ils connaissent les causes de ces attaques, ce serait presque admettre qu'il faut y porter remède. Or en décidant la guerre dès la première heure le gouvernement américain a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de changer quoi que ce soit à sa politique, mais au contraire celle d'en amplifier le caractère "unilatéral", c'est-à-dire autiste et hors la loi

internationale. Les pays de l'OTAN qui avaient pris quelques distances vis-à-vis de sa politique, qui le tannaient sur ses ardoises à l'ONU ou son refus du protocole de Kyoto, ont été rappelés à l'ordre. Ils se sont remis docilement dans les rangs. L'Occident s'est regroupé en formation serrée, oubliant en un clin d'œil ses déclarations de solidarité avec le Tiers-Monde.

Etat des Etats, les USA ne demandent rien moins aujourd'hui que le monopole de la violence légitime internationale. En effet, que va-t-il rester du droit international et des prérogatives de l'ONU si, désormais, qui n'est pas "avec" les USA est "contre" eux, et s'expose à leur colère ? Que préserve-t-on des règles juridiques élémentaires lorsqu'on réclame Ben Laden, "mort ou vif", sans fournir de preuves de sa culpabilité, quand on sait que des attentats attribués aux "islamistes" se sont révélés venir de tout autres lieux (Oklahoma City)? Certains parient sur l'émergence d'un ordre mondial moins unipolaire dès lors que les Etats-Unis auront besoin de leurs partenaires pour circonvenir le "terrorisme". Mais peut-on croire au renouveau de la négociation internationale dans une situation si dissymétrique, où l'option militaire est décidée unilatéralement? Sur quoi porteront les négociations ? A l'occasion de ces attentats, les USA veulent consolider le "nouvel ordre mondial" qu'ils ont instauré avec la guerre du Golfe, et la déchéance de l'ONU dont le conseil de sécurité est devenu en 1991 la chambre d'enregistrement des décisions américaines. Aujourd'hui, le message qu'ils envoient à tous les pays -- à ceux dont ils réclament le soutien autant qu'à ceux qu'ils menacent -- c'est : " non seulement nous ne reconnâtrons pas nos torts, non seulement nous ne cesserons pas de renverser des gouvernements, d'affamer des peuples, de bombarder des civils, où nous voulons quand nous voulons, pour des raisons qui sont les nôtres et dont nous n'avons à rendre compte à personne, mais vous allez vous y résigner et même applaudir". Ce que leur force leur permet *de facto* depuis des décennies, ils veulent qu'aujourd'hui le monde entier le leur reconnaisse comme un droit. Exceptionnel. Divin. Infini.

Les femmes et les hommes de ce pays doivent dénoncer cette demande aussi exorbitante que cynique, et refuser d'être complices des massacres annoncés. C'est aux causes de la situation actuelle qu'il faut s'attaquer, au lieu de prétendre éliminer par la destruction militaire les symptômes d'une désespérance qui devrait d'abord avoir valeur d'avertissement. En moins d'une semaine, l'administration Bush a débloqué 40 milliards de dollars pour la guerre, ce qui représente la moitié de la somme qui serait nécessaire pour éradiquer la malnutrition et assurer l'accès à l'eau potable et aux soins élémentaires de santé à *l'ensemble* de la population mondiale (rapport du PNUD 1994). Que ces sommes soient affectées au développement de

l'Afghanistan et plus généralement à l'annulation de la dette des pays pauvres; que la politique étrangère des grandes puissances respecte enfin les principes énoncés dans les Déclarations et Conventions internationales, et les racines de la haine future seront coupées. C'est ainsi que la sécurité de tous sera assurée; et non pas avec encore plus d'arrogance et encore plus de bombes. Beaucoup ont déjà dit cette évidence : commencer une guerre sainte contre l'Afghanistan -- en instrumentalisant au passage la cause des femmes dont *tous* les protagonistes se moquent également -- c'est créer autour de lui un bloc d'Etats et d'individus solidaires, c'est enclencher un cycle de représailles tant classiques que terroristes qui touchera tous les pays, les déstabilisera tous, car les lignes de clivage passeront à l'intérieur des Etats, bref c'est ouvrir la boîte de Pandore.

Dans un premier temps, il est urgent de refuser toute participation de la France à cet aventurisme et de former une coalition internationale contre le projet qui se dessine : la guerre infinie du Nord contre le Sud.

Christine Delphy est directrice de recherches au CNRS, directrice de *Nouvelles Questions féministes*, **Willy Pelletier** est sociologue à l'Université de Picardie, **Danièle Kergoat** est directrice de recherches au CNRS, **Jacques Bidet** est professeur de philosophie à Paris X-Nanterre, **Jacques Texier** est philosophe.